N° 3626 — 10e Année — CINQ CENTIMES — Dimanche 22 Mai 1898

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon)
TOURCOING, rue VERTE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
Hors et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs. — Un an 24 francs.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . . 1 fr. 00 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Journal Républicain Quotidien

Téléphone

CONTRE LA RÉACTION

A la veille du scrutin, le caractère de la lutte électorale se précise, et le devoir des républicains apparaît plus formel et plus impérieux.

C'est contre la réaction cléricale que la bataille est engagée. C'est elle qui est le grand danger de l'heure présente, le danger qu'il faut conjurer à tout prix.

Oui, la République est menacée, sinon immédiatement dans sa forme, du moins dans son principe libéral et démocratique, dans ses conquêtes de vingt années, dans tout ce qui constitue son essence et sa raison d'être.

Le ministère Méline, en coupant en deux le parti républicain, a rendu aux éternels ennemis de la démocratie toutes leurs anciennes espérances. Ils ont repris une influence prépondérante dans les sphères du pouvoir. Ils parlent en maîtres, menacent les fonctionnaires, font régner partout la suspicion et la terreur.

Que demain ils soient la majorité à la Chambre, et nous reculerons de vingt ans en arrière; et nous verrons refleurir les beaux jours du 24 Mai et du 16 Mai, avec toutes les persécutions contre les républicains, toute l'intolérance cléricale, toutes les violences et tout l'arbitraire qui marquèrent ces époques néfastes de notre histoire.

Aussi, le but à atteindre, aujourd'hui, celui que doivent poursuivre les républicains, en se plaçant au-dessus de toutes autres considérations de partis ou de personnes, c'est d'empêcher la formation d'une majorité réactionnaire à la prochaine Chambre; c'est de rendre impossible la continuation de la politique criminelle qui depuis deux ans, en nous ajournant les uns contre les autres, a jeté le désarroi dans nos rangs, et si profondément troublé le pays.

Et c'est pourquoi tout notre effort doit être dirigé contre les cléricaux. Il faut barrer la route aux Loyer, aux Rogez, aux Masurel, aux Renard et autres Thellier de Poncheville.

Il faut élever nos esprits et nos cœurs, nous dégager des souvenirs passés qui nous obsèdent, et ne nous laisser guider que par l'intérêt supérieur de la République.

Il faut nous dire qu'une voix, une seule, peut, dans la Chambre de demain, décider du sort du ministère Méline, et que nous n'avons pas le droit de négliger aucune chance de renverser ce gouvernement de malheur.

Lorsqu'elle menait la campagne pour M. Lafargue contre notre ami M. Depasse, la *Dépêche* écrivait : « Mais M. Lafargue est » un révolutionnaire et je ne veux pas » voter pour un révolutionnaire qui fera » du mal à la Chambre — Quelle plaisan- » terie! D'abord il fera moins de mal que » M. Depasse...

» Les opinions de Lafargue me déplai- » sent. Mais les opinions de ce candidat » ne signifient rien, sa personnalité ne » compte pas. Lafargue n'est qu'un moyen » d'opposition, un moyen d'action.

» Nous ne supposons pas nos amis assez » naïfs pour s'effrayer parce que les op- » portunistes lâchent les hydres. Il n'y » aura pas un socialiste de plus, que La- » fargue soit élu ou non. »

Et la *Dépêche* ajoutait :

« L'opportunisme, voilà l'ennemi qu'il « faut abattre, l'ennemi contre lequel tout « est permis, l'ennemi dont l'écrase- « ment est indispensable pour le salut de « la patrie. »

Eh! bien, nous n'avons, républicains, qu'à reprendre pour notre compte le langage de la *Dépêche* et à le retourner contre ses candidats d'aujourd'hui.

Et nous non plus, nous ne supposons pas nos amis assez naïfs pour s'effrayer parce que les cléricaux lâchent les hydres.

Et, nous disons, à notre tour : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi, **l'ennemi contre lequel tout est permis**, l'ennemi dont l'écrasement est indispensable pour le salut de la patrie. »

Eh! bien, nous n'avons, républicains, qu'à reprendre pour notre compte le langage de la *Dépêche* et à le retourner contre ses candidats d'aujourd'hui.

Et nous non plus, nous ne supposons pas nos amis assez naïfs pour s'effrayer parce que les cléricaux lâchent les hydres.

Et, nous disons, à notre tour : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi, **l'ennemi contre lequel tout est permis**, l'ennemi dont l'écrasement est indispensable pour le salut de la patrie. »

***

Aussi bien, cet élan qui pousse aujourd'hui tous les républicains, progressistes, radicaux, socialistes, à faire bloc contre la réaction cléricale, est général, unanime.

En vain les cléricaux ont-ils recours à leurs traditionnelles excitations; en vain exhument-ils de vieux articles du *Réveil du Nord* et du *Progrès* dans l'espoir de rallumer les anciennes querelles et d'en bénéficier; ces grossiers stratagèmes ne portent pas; le danger clérical a fait renaître la discipline républicaine trop souvent méconnue; elle s'affirme complète et puissante, et elle triomphera demain de toutes les entreprises et de toutes les espérances du parti réactionnaire du Nord.

Les désistements de MM. Camélinat et Dazet, dans les première et deuxième circonscriptions de Valenciennes, assurent le succès de nos amis MM. Veil-Mallez et Lepez, sur qui se reporteront toutes les voix réunies au premier tour par les deux candidats socialistes.

Et, dans la première circonscription d'Avesnes, où les cléricaux espéraient profiter de la violence de la lutte entre notre ami M. Guillemin et M. Rousse, et rallier quelques socialistes, grâce à l'appui de quelques collectivistes locaux, encore tout chauds des ardeurs de la bataille, voici que M. Roussel lui-même fait justice des honteuses sollicitations cléricales, et écrit à ses électeurs une lettre qu'on lira plus loin, et où il leur recommande d'assurer le triomphe de la République.

C'est donc, partout, la défaite des candidats cléricaux certaine. Ce sont les Loyer, les Rogez, les Masurel, les Renard, les Thellier de Poncheville, les Mercier, voués au sacrifice. C'est le cléricalisme éprouvant, cette fois encore, dans le Nord, une défaite non moins sanglante que celle qui lui avait été infligée en 1893, et dont il se flattait de prendre une éclatante revanche.

***

Et puis, cette lutte, que nous menons aujourd'hui, n'est pas seulement la lutte de tous les défenseurs de la démocratie contre les hommes des anciens partis, réunis sous de nouveaux masques et à l'abri de nouvelles et peu sincères étiquettes.

C'est aussi la révolte de tous les hommes libres, de tous les citoyens qui ont au cœur l'amour de leur indépendance, contre la tentative de main-mise des cléricaux sur le suffrage universel, contre les mœurs électorales indignes qui sont les leurs, contre les abominables procédés par lesquels ils cherchent à imposer leur exécrable domination.

Ce qui se passe en ce moment à Tourcoing, notamment, est inouï.

La pression la plus éhontée se donne libre cours. On emploie vis-à-vis des ouvriers l'intimidation et la menace. On les effraie par la perspective de la misère s'ils ne votent point pour M. Masurel. On terrorise les commerçants, les petits industriels, tous ceux qui relèvent à un titre quelconque de la nouvelle aristocratie des millionnaires.

Et c'est, à côté de ces pratiques inqualifiables, la corruption la plus cynique. On dit couramment que M. Masurel dépensera plus de trois cent mille francs.

N'est-ce pas une honte? Et ne comprend-on pas le mouvement de révolte qui entraîne tous les bons citoyens à s'insurger contre cette tyrannie de l'Argent, la plus odieuse et la plus méprisable de toutes les tyrannies?

Notre confrère M. Villain, rédacteur au *Temps*, qui était au scrutin du 8 mai candidat à Calais, constatait, lui aussi, que son principal adversaire avait été « Sa Majesté l'Argent ».

Avec lui nous dénonçons la corruption cléricale. Avec lui nous poussons le cri d'alarme au nom de la conscience publique outragée. Et, demain, à Lille et à Tourcoing, ce ne seront point seulement tous les républicains et tous les socialistes qui se lèveront comme un seul homme pour condamner et flétrir cette cynique violation des droits et des libertés civiques : ce seront tous les honnêtes gens.

Georges ROBERT.

La discipline républicaine

Le comité républicain progressiste de la 1re circonscription m'ayant demandé de donner mon avis sur la situation électorale, j'ai répondu à cet appel par une dépêche que le *Progrès du Nord* a bien voulu reproduire.

Je me réservais, comme conséquence, de donner mon opinion sur le second tour.

Aujourd'hui s'il y avait ballotage dans la première circonscription de Lille, je dirais que le devoir républicain est de voter pour le citoyen Dupied.

De même, j'exprime hautement cet avis pour toutes les circonscriptions où les candidats républicains radicaux, progressistes et socialistes, de diverses nuances, se trouvent en ballotage avec des candidats de réaction monarchique et cléricale, hypocrite ou explicite!

La démocratie du Nord tient la victoire dans ses mains : elle n'a qu'à vouloir pour vaincre!

Qu'elle soit fidèle à la discipline des grands jours!

Il s'agit de briser une intrigue, de vaincre une coalition qui amènerait à bref délai la ruine des libertés républicaines.

Tout pour la République! Et toujours vive la République!

Hector DEPASSE.

Encore un avocat

M. Masurel a trouvé, dimanche, un nouvel avocat, pour défendre sa candidature. Il se nomme Gayet, et est inscrit au barreau de Lille.

Or, sait-on comment ce monsieur, qui est Lyonnais, est venu se fixer dans le Nord?

C'était en 1893. M. Loyer était candidat clérical, dans la 3e circonscription de Lille, contre M. Verly, ancien rédacteur en chef de l'*Echo du Nord*.

Or, comme M. Loyer était incapable, non seulement de dire deux mots en public, mais même de rédiger sa profession de foi, on engagea ce M. Gayet, qui lui servit de secrétaire et de cornac, et qui combattit avec acharnement la candidature de M. Verly.

Voilà les avocats de M. Masurel! Voilà les garants de son républicanisme!

LE CARNET D'UN CITADIN

Nous lisons dans la *Croix du Nord* :

« La coterie radicale-socialiste, les électeurs préféreront le mari de l'*Ordre*.

Celui dont les Rogez, les Loyer, les Masurel, les Renard, les Thellier de Poncheville sont les porte-drapeau.

Celui qui *seul* veut et peut défendre la République... »

La fusion opérée par la *Croix*, des candidatures de MM. Rogez, Loyer, Masurel, Renard et Thellier de Poncheville, indique la similitude de programme, l'unité d'opinion de la sainte cohorte.

Par conséquent, si l'on veut connaître les idées de M. Rogez ou de M. Masurel, on peut s'en référer aux idées de MM. Renard et Thellier de Poncheville

Eh bien, pour ne citer que ce dernier, voici ce que ce vaillant défenseur de la République disait d'elle, il y a peu de temps :

« Il n'y a pas pour nous de République possible. L'heure viendra où, de toutes les poltrines vraiment françaises, s'échapperont ces deux cris : Vive la France! Vive le Roi! »

Prière de ne pas oublier que d'après la *Croix* le même Thellier de Poncheville appartient au parti qui *seul peut et veut défendre la République*.

Eh bien, franchement, si la République n'avait que ses défenseurs de cet acabit, elle pourrait boucler sa valise et filer prestement vers d'autres cieux, car elle serait terriblement malade au beau pays de France.

***

Ce qui nous étonne, c'est que des républicains soient assez naïfs pour se laisser prendre aux grimaces intéressées et aux déclarations jésuitiques des candidats cléricaux.

Tous prennent aujourd'hui l'étiquette républicaine; tous se déclarent ralliés aux doctrines qu'ils combattaient la veille avec une haine qu'alors ils ne dissimulaient pas, qu'ils ont toujours, d'ailleurs, mais qu'ils cherchent à cacher en vertu du mot d'ordre donné par le Vatican.

Et ce sont les mêmes hommes qui déclarent hier que pour eux, « il n'y avait pas de République possible », ce sont ceux-là qui ont aujourd'hui l'audace de se présenter les seuls *voulant* et *pouvant* défendre la République!

Jamais piège tendu n'a été plus visible, plus bêtement machiné.

Jamais l'hypocrisie ne s'est étalée au soleil avec plus de cynisme.

Qui donc peut se laisser prendre à ce saltimbanquisme électoral?

Que les républicains quelque considération à ces hommes sans dignité qui, tout en dissimulant au fond de leur cœur leurs sentiments réactionnaires, se déclarent démocrates jusqu'au fond des moelles, se proclament les dévoués défenseurs de la République et font des bouches en... chose de poule, quand ils parlent de la démocratie.

Hier, ils étaient nos ennemis irréconciliables. Aujourd'hui, ils se prétendent plus républicains que nous et dans cette République où ils s'efforcent de pénétrer par la ruse, ils n'attendent plus que l'heure de nous dire :

« La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir. »

Les républicains ne tomberont pas dans ce panneau grossier.

Ils savent que ni les Loyer, ni les Rogez, ni les Masurel, ni les Thellier de Poncheville, ni les Renard ne sont des républicains.

Ils signifieront à tous ces comédiens de la politique que nous ne sommes plus en carnaval et que l'heure des masques est passée.

Et puisque nos jésuites de robe longue ou courte, tiennent absolument à mettre un déguisement pour se produire devant le corps électoral, il est du devoir de ce dernier de leur offrir un nouveau costume, dimanche prochain.

Il y a dans le vestiaire électoral, assez de vestes pour habiller tous les candidats réactionnaires et cléricaux.

Le suffrage universel leur a déjà, du reste, pris mesure le 8 mai.

Le 22 mai, ils recevront le costume de saison qui les attend.

***

Le ministère Méline n'est pas content des instituteurs et il le leur fait dire par un journal ministériel parisien.

Notre aimable confrère n'hésite même pas à joindre la menace à la constatation du fait, et voici ce qu'il dit :

« Ce sont surtout les instituteurs qui dans les dernières élections, se sont montrés les auxiliaires résolus des radicaux et, mieux encore, des socialistes. Il y a là un grand péril sur lequel il faudra apporter au plus vite l'attention de la Chambre et la vigilance du gouvernement. »

Traduction :

« Les instituteurs qui sont des fonctionnaires de la République ont eu l'audace de montrer au cours des élections, qu'ils étaient républicains. Une telle attitude ne peut être tolérée et il convient d'obtenir de la Chambre une loi donnant au gouvernement la faculté de pratiquer de larges coupes sombres dans cette corporation qui menace d'élever nos enfants dans des sentiments républicains. »

Les instituteurs n'ont, par conséquent, qu'à bien se tenir.

Ils ont le droit d'aller à la messe; aux vêpres, au salut, à tous les prêches, à toutes les capucinades qu'ils voudront, mais l'entrée des réunions électorales, ainsi qu'une initiative dans la politique, leur est formellement interdite.

Ils sont des citoyens libres, mais à la condition de ne pas user de leur liberté.

C'est de cette façon que le ministère Méline comprend l'attitude des éducateurs du peuple.

Le journal ministériel est tout-à-fait aimable de nous avoir communiqué les intentions bienveillantes du gouvernement à l'égard des instituteurs.

En présence de la menace dont ils sont l'objet, ces derniers n'ont plus qu'une chose à faire :

C'est de défendre plus ardemment encore la République; c'est d'entraver de tous leurs efforts la marche tortueuse de la réaction cléricale.

Et c'est ainsi d'élever les enfants de la démocratie dans les grands principes du devoir social, en pénétrant des sentiments de justice et de liberté qui sont les bases mêmes de notre démocratie républicaine.

Ensuite, si le ministère Méline n'est pas content, il le dira.... à ses successeurs, car en ce moment notre ministère de réaction commence à faire ses malles pour opérer son déménagement.

***

A propos du déménagement ministériel prochain, les journaux officieux nous annoncent avec des réserves plus amusantes qu'habiles, que M. Méline serait disposé à se démettre de ses fonctions pour *raison de santé*.

L'euphémisme est attendrissant, mais ce n'est qu'un euphémisme.

La vérité est que le suffrage universel est en train d'emmancher le fort balai dont se servira la Chambre nouvelle pour mettre dehors le ministère actuel.

Et le gouvernement, peu soucieux d'attendre le moment d'être déposé sur le paillasson, s'apprête, dit-on, à prendre les devants et à filer à l'anglaise.

Si la nouvelle se confirme, on peut être certain que ce ne seront point les républicains qui regretteront ce ministère devenu depuis longtemps le prisonnier de la réaction.

E. LAGRILLIÈRE-BEAUCLERC.

Le scrutin de ballottage

La *Croix* invite les fidèles à redoubler leurs prières pendant les trois jours qui nous séparent encore du ballottage, et au jeûne volontaire de aujourd'hui vendredi, pour étendre sur les candidats de la réaction cléricale et financière, la protection de Dieu.

Les dévots lecteurs des *Croix* vont donc faire brûler pas mal de cierges en l'honneur de St-Antoine de Padoue, dont le gros orteil s'entend, comme on sait, à faire mettre dans l'urne le « bon bulletin ».

Si les électeurs républicains ne sont pas corrompus par ces exhortations, c'est qu'ils auront l'âme bien aclérée. Si la dévote gentilhommerie, si la bigotte bourgeoisie ne tout pas convaincues de leur côté par de pareils arguments, c'est qu'ils ont la compréhension bien dure...

Et dire que c'est avec de semblables sornettes que les cléricaux espèrent faire sortir triomphants des urnes les noms des réacteurs Loyer, Rogez, Masurel, Renard, Tellier de Poncheville! Si la moitié de l'humanité n'aimait pas qu'on se moque d'elle, comme elle caverrait promener tous ces roublards qui exploitent au trop

---

La *Dépêche*, elle, continue systématiquement à dénoncer le « pacte » des radicaux et des socialistes. Elle exploite la « peur de la peur » et agite le spectre révolutionnaire. Avec l'*Echo* les millionnaires elle monopolise le drapeau tricolore.

A croire ces marchands d'orviétan, la Patrie est en danger. Heureusement que les sonneurs de cloches sont là pour servir d'oies du Capitole!

Bien mieux — et plus fort en plus fort, comme chez Nicolet — la République est en danger et ce sont les bedeaux qui sonnent la cloche d'alarme... Comme tout cela serait gai si cela n'était pas si jésuite.

Le parti, la *Dépêche* et l'*Echo* le connaissent. C'est celui qui a été conclu entre les réacteurs sceptiques de l'*Echo* et les réacteurs apostoliques et romains de la *Dépêche* et de toutes les *Croix*.

Les vrais républicains ne se laisseront pas prendre aux mielleuses invitations de l'*Echo* et de la *Dépêche*. Ils voteront avant tout contre les mélinards qui vendraient la République aux bondieuards et aux millionnaires.

Il y va du salut de la démocratie et des réformes sociales.

Les ouvriers, qu'ils soient catholiques même, n'oublieront pas qu'il faut qu'il y ait au prochain Parlement une majorité décidée à protéger les Travailleurs.

Les commerçants, les négociants, les agriculteur, n'oublieront pas qu'il faut une majorité décidée à réformer les impôts actuels, la loi de l'impôt sur la terre paysanne, celle des portes et des fenêtres, de la contribution mobilière et décidée à adopter les réformes fiscales pour soulager les impôts de consommation et accomplir les réformes de prévoyance et d'assistance sociales.

Tous se souviendront que ce n'est pas une majorité composée de Loyer, de Rogez, de Masurel, de Renard qui frappera les agioteurs et les accapareurs qui s'engraissent aux dépens des cultivateurs et de la masse des consommateurs.

Tous se souviendront que les susdits sont avant tout les représentants de la politique du Pape et des grands possesseurs, associés pour maintenir la puissance de la camarilla cléricale et les privilèges de la ploutocratie.

Et dans l'intérêt de tous les travailleurs, dans l'intérêt de la République, instrument nécessaire de toutes réformes démocratiques, ils s'uniront dimanche pour abattre la réaction cléricale.

Pas un républicain, pas un démocrate, ne mettra un bulletin au nom des Loyer, des Rogez et des Masurel. Ce sont tous des ennemis de la République et l'Etat laïque, ils ne le feront pas!

L'Eglise s'est jetée dans la mêlée; elle a organisé la ligue catholique, c'est son organe attitré le *Figaro* lui-même qui le proclame.

Elle a organisé ses bataillons pour le patronat contre les masses ouvrières. Voilà qui dicte leur conduite à tous les citoyens d'esprit libre et qui ont à la fois le respect de la liberté de conscience et l'horreur de la théocratie. En avant donc le 22 mai, ouvriers des champs et de l'usine et pour la démocratie contre la ploutocratie, pour la pensée libre contre le cléricalisme.

Le silence de M. Masurel

M. Masurel n'a pas répondu aux questions posées. Ses nombreux avocats ont gardé le même silence.

Ce silence est un aveu.

Donc, M. Masurel est l'adversaire de nos lois scolaire et militaire.

M. Masurel est l'adversaire de la neutralité de l'école.

M. Masurel est pour l'intrusion du prêtre dans l'école.

M. Masurel est partisan de subventionner les écoles congréganistes.

M. Masurel est l'adversaire de la réduction du service militaire à deux ans.

Electeurs, jugez!

LE PACTE

Quand nous affirmons qu'aucun pacte n'a été conclu entre républicains progressistes et socialistes, qu'il s'est seulement produit un mouvement spontané qui les a rapprochés pour faire face à la réaction cléricale menaçante, les cléricaux affectent l'incrédulité.

Mais, pour pouvoir mettre en doute notre formelle affirmation, ils en sont réduits à invoquer de vieux discours de MM. Berthou et Millerand, à interpréter tel ou tel de nos articles, à exploiter sur notre attitude, du reste très nette et très franche, car elle est dictée par la nécessité impérieuse de combattre le péril le plus immédiat, le plus redoutable à l'heure présente : le cléricalisme.

Or, si le prétendu pacte progressiste-socialiste n'existe pas, le pacte clérical-républicain de gouvernement existe réellement, lui.

Et pour le prouver, nous n'apportons pas des appréciations vagues et des interprétations fantaisistes : nous apportons des faits précis, incontestables et incontestés.

Nous avons déjà constaté ce fait significatif : que pas un des candidats de la *Croix*, de l'*Echo du Nord* et de la *Dépêche*, n'a osé parler de nos lois scolaire et militaire.

Lisez ces trois journaux, lisez les comptes-rendus des réunions électorales de MM. Loyer, Rogez et Masurel : jamais il n'est dit un mot de nos lois scolaire et militaire. On feint d'ignorer ces lois *scélérates*. MM. Dubron, Chatteleyn, Rousseau — ces *nuciens* républicains, comme les qualifie le *Journal de Roubaix* — ne les connaissent, ou plutôt ne veulent plus les connaître. Le mot d'ordre est, évidemment, de se taire, afin de ne pas éveiller la méfiance des républicains.

Seul, cependant, le jeune Rogez, avec l'inexpérience de son âge, et dans son zèle de candidat, s'est hasardé, depuis le second tour de scrutin, et dans l'espoir de piper les voix de M. Tribourdeaux, à déclarer qu'il acceptait le PRINCIPE de

---

M. Rogez fils ne s'était pas bien compromis, en acceptant seulement le *principe* des lois républicaines. Elevé par les jésuites, il sait qu'une déclaration pareille n'engage pas à grand'chose.

Eh! bien, cela a paru encore excessif à la *Croix* et à la *Dépêche*, qui, dans leurs comptes-rendus, se sont empressés de supprimer la déclaration du jeune Rogez.

Mais, ce n'est pas tout.

L'*Impartial du Nord* nous raconte aujourd'hui une démarche qui fut faite, quelques jours avant le 8 mai, auprès de M. Weil-Mallez, député républicain de la 1re circonscription de Valenciennes.

« Le Mardi 3 Mai, dit notre confrère, jour où expirait le délai accordé par la loi aux candidats pour déposer leur déclaration à la Préfecture, M. Emile Weil-Mallez recevait la visite d'un délégué du Comité réactionnaire qui s'intitule « Comité républicain-libéral ».

Le délégué réactionnaire venait poser à l'honorable candidat républicain la question suivante :

« A la prochaine Chambre, les députés qui sont nos amis déposeront des amendements tendant à modifier la loi militaire et la loi scolaire dans un sens favorable aux catholiques. Voulez-vous vous engager à voter ces amendements? Nous ne vous opposerons pas de concurrent. »

« M. Weil répondit sans hésitation qu'étant républicain, il défendrait énergiquement la loi sur la neutralité de l'école et la loi sur le recrutement telles qu'elles existent.

« *Le même jour*, la candidature de M. Léon Renard était posée. »

Est-ce clair, cette fois?

Et n'est-il pas indiscutable que M. Masurel, comme les Loyer, les Rogez, les Renard, et le commandeur de Saint-Grégoire et comte romain Thellier de Poncheville, n'a été choisi comme candidat par les cléricaux qu'à la condition de voter, s'il était élu « les amendements tendant à modifier la loi militaire et la loi scolaire dans un sens favorable aux catholiques. »

On peut juger par là de la valeur du prétendu républicanisme de M. Masurel.

Les coalitions politiques

Aucun parti en France n'a le droit de condamner les coalitions, car tous, suivant les moments et les utilités, ont recouru à ce moyen après l'avoir condamné la veille, et quittes à le condamner de nouveau le lendemain, au nom de principes suffisamment élastiques pour se resserrer ou se distendre à volonté.

Le tout, quand on forme une coalition, est de ne point la diriger contre ses troupes et ses alliés. **C'est la seule règle qui s'impose.**

(Extrait de la *Dépêche* du 30 octobre 1891.)

Chronique Electorale

8e circonscription de Lille

Recommandations Importantes AUX ÉLECTEURS

Nous croyons devoir rappeler aux électeurs :

1. Que les cartes électorales qui ont servi pour le scrutin du 8 mai doivent servir de nouveau dimanche prochain;

2. Que les électeurs qui auraient égaré leur carte, pourront néanmoins voter en se présentant à leur bureau respectif assisté de deux témoins;

3. Que les bulletins de vote du 8 mai sont, contrairement à ce que nous avons dit, valables pour le scrutin de ballottage, mais nous engageons les électeurs à se servir des nouveaux bulletins, pour éviter toutes contestations.

Nous sommes Français

Sous ce titre, nous recevons la lettre suivante qui répond aux excitations par lesquelles M. Masurel et ses amis les cléricaux cherchent à semer les auspicions et les haines parmi nos concitoyens.

Tourcoing, le 19 mai 1898.

Monsieur le Rédacteur de l'*Avenir*.

Nous vous prions d'insérer les quelques réflexions suivantes.

A chaque période électorale, mais plus encore dans celle-ci, on n'entend que répéter, et on ne voit sur les murs que des affiches indiquant ces mots : « *Tourcoing aux Tourquennois, sus aux étrangers* ».

Il faudrait s'entendre, et savoir qui M. Masurel et ses amis désignent comme étrangers!

Sont-ce les Français venus des quatre coins de la France apporter à la ville de Tourcoing, les uns leur industrie, d'autres leur commerce ou leurs connaissances? Ou bien sont-ce les employés de l'Etat, les professeurs et autres fonctionnaires? Ou bien encore servicat-ce ces patriotes qui, pour rester Français, ont abandonné ce qu'ils ont de plus cher et accouè le joug de l'étranger??

Ou bien voulez-vous désigner les étrangers qui par milliers, tous les jours, passent la frontière et pour qui les portes de vos établissements sont toujours grandes ouvertes, souvent de préférence aux ouvriers du pays?

Mais non, ce ne peut être ces derniers, ils ne sont pas électeurs. Ce sont donc les autres. Eh bien, M. Masurel, ces étrangers Français n'ont que faire d'un représentant qui ne les connaît pas. Leur devoir est donc tout tracé, ils voteront en masse dimanche pour M. Dron, certains qu'ils sont, que lui, défendra leurs intérêts avec la même énergie que celui de tous ses électeurs.

Agréez, Monsieur, avec nos remerciements, nos salutations empressées.

Un groupe d'électeurs étran gers d'après M. Masurel.

M. Dron et M. Masurel

ou la République et la Réaction

La lutte ardente qui se poursuit en ce moment dans l'arène électorale de votre circonscription est bien nette. C'est la République, représentée par l'honorable M. Dron, que combattent aujourd'hui tous les partisans des régimes déchus représentés par M. Masurel, tous les cléricaux, toutes les congrégations devenues plus arrogantes que jamais.

La République n'a pas encore connu depuis 27 ans d'instant plus terrible. Pour la combattre, nos éternels ennemis se sont couverts d'un masque hypocrite et tous, réactionnaires, petits-frères, moines de toutes couleurs, marchent avec ensemble contre nos institutions républicaines.

On ne chante plus : « Sauvez Rome et la France au nom du Sacré-Cœur », mais on ne craint pas de souiller notre drapeau et notre hymne national en s'en servant pour arriver à un but inavouable.

A bas les masques! tartufes, vous ne trompez personnes. Vous êtes toujours l'ennemi qu'il faut écraser.

Non, vous n'aurez jamais nos voix. Vous nous parl z de la charité de votre candidat et M. Désiré Leurent de Roncq, le plus féroce réactionnaire que nous connaissions, n'a pas craint, dans une réunion publique, de célébrer les actes de charité du candidat Masurel.

Mais la charité, Monsieur, c'est l'aumône; c'est donc une injure que vous faite à la classe ouvrière en racontant de tels faits. Elle ne demande pas d'aumône la classe ouvrière. Ce qu'elle veut, c'est une société mieux organisée qui assure du pain au travailleur, l'existence à sa veuve et à ses enfants, la sécurité pour ses vieux jours. Ce que nous voulons enfin, Monsieur, ce sont des protections qui nous permettent de vivre en travaillant, tandis qu'aujourd'hui que voyons-nous? Des hommes qui gagnent des millions, tandis que nous vivons difficilement d'un peu de café noir et de lait battu.

Et ces prêtres qui, d'accord avec vous nous parlent de résignation et d'espoir en une vie meilleure!

Consultez tous ceux que vous occupez, Monsieur Masurel, ouvriers ou employés, à la condition plus malheureuse encore, ou plutôt ne les consultez pas, car ils vous diraient que vous leur donnez juste de quoi ne pas *mourir de faim*.

Ils vous acclament dans les réunions, mais ils votent contre vous le jour du scrutin.

Non, nous ne voterons pas pour vous et nos voix républicaines n'iront pas servir au lend des urnes le contact repugnant